

Pétitions

Aujourd'hui, demain et la semaine prochaine, j'ai l'intention de mettre à l'étude les projets de loi suivants dans cet ordre: le projet de loi C-24, tendant à modifier la loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout et la Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes; le projet de loi C-27, tendant à modifier certaines lois eu égard à la Charte canadienne des droits et libertés; le projet de loi C-25, tendant à modifier la Loi sur la stabilisation des prix agricoles; et le projet de loi C-19, concernant Bell Canada. Monsieur le Président, il se peut aussi, selon une entente que nous avons conclue à la Chambre à ce sujet et tout dépendant des délibérations du comité permanent des pêches et des forêts, que je remette à l'étude le projet de loi C-32 qui tend à modifier la Loi sur les pêcheries.

Je vais donc continuer de suivre à quel rythme avance l'étude des mesures législatives. S'il y a des changements au programme que je viens d'annoncer, j'en préviendrai la Chambre le plus tôt possible.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

L'ÉDUCATION

DÉPÔT D'UN DOCUMENT INTITULÉ «POUR UNE MEILLEURE ORIENTATION DU FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET DE LA RECHERCHE PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA»

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): Monsieur le Président, aux termes de l'article 46(2) du Règlement, j'ai le plaisir de déposer dans les deux langues officielles un document intitulé «Pour une meilleure orientation du financement de l'enseignement postsecondaire et de la recherche par le gouvernement du Canada».

* * *

PÉTITIONS

LES AVANTAGES FISCAUX RETIRÉS DES SOCIÉTÉS

M. Louis Plamondon (Richelieu): Monsieur le Président, à l'honorable Chambre des communes en Parlement assemblée, je dépose au nom de citoyens canadiens une pétition concernant le pouvoir qu'a le Parlement de prendre les avantages fiscaux retirés des compagnies et de les réinvestir au profit de tous les citoyens canadiens.

L'ESSENCE—L'ÉTABLISSEMENT D'UN PRIX CONCURRENTIEL

M. Vincent Della Noce (Duvernay): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 59 détaillants d'essence, résidants des municipalités frontalières de la circonscription de Brome-Missisquoi. Cette pétition est signée par les détaillants d'essence exploitant un commerce près de la frontière américaine qui demande humblement que le Parlement prie le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Côté) de procéder à l'établissement d'un prix concurrentiel en ce qui a trait à l'essence dans cette région, afin de faire respecter le droit de la libre concurrence.

Je présente cette pétition et recommande instamment au gouvernement d'y donner suite.

* * *

[Traduction]

LA LOI SUR LES CONVENTIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé) propose: Que le projet de loi S-3 (du Sénat), tendant à mettre en œuvre des conventions conclues entre le Canada et la République de Zambie, le Canada et le Royaume de Thaïlande, le Canada et la République de Chypre et le Canada et la République fédérative du Brésil en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu, soit lu pour la 1^{re} fois.

(La motion est adoptée et le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois.)

* * *

MOTIONS D'AJOURNEMENT AUX TERMES DE L'ARTICLE 30 DU RÈGLEMENT

M. le Président: J'ai reçu deux avis de motion aux termes de l'article 30 du Règlement et je vais les entendre dans l'ordre où ils me sont parvenus. Le député de Saint-Maurice (M. Chrétien) a la parole.

[Français]

LA DÉFENSE AÉRIENNE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, en vertu de l'article 30 du Règlement, je désire proposer l'ajournement de cette Chambre pour débattre une question urgente et d'une nécessité pressante, à savoir la signature dans quatre jours d'un accord entre le Canada et les États-Unis dans le Nord canadien pour établir un système de surveillance.

[Traduction]

Monsieur le Président, je trouve très important que nous débattions cette question. Aujourd'hui, le ministre de la Défense nationale (M. Nielsen) nous a dit qu'il se présenterait au comité. Et après, il a changé d'idée. La population ne sait plus à quoi s'en tenir. La presse demande un véritable débat avant que l'entente ne soit signée. C'est pour cette raison qu'un tel débat est urgent, car nous n'aurons plus l'occasion d'en parler avant la signature de l'entente dimanche prochain.

Des voix: Bravo!

● (1510)

[Français]

M. le Président: L'honorable député de Saint-Maurice m'a donné avis de son intention de proposer l'ajournement de la Chambre pour discuter d'une affaire urgente en vertu de l'article 30 du Règlement.